

Une vision pour espérer, une volonté pour transformer

Cette contribution a été signée par de nombreux autres militants dont la liste complète, ainsi que la version complète du texte, sont disponibles sur le site :

www.unevisionpouresperer-unevolontepourtransformer.fr

Premiers Signataires : Martine AUBRY (59), Pierre MAUROY (59), Daniel PERCHERON (62), Adeline HAZAN (51), François LAMY (91).

Premiers Fédéraux : Gilles PARGNEAUX (59), Serge JANQUIN (62), Pascal BUCHET (92).

Parlementaires, anciens Ministres, Présidents de Conseils Régionaux et Généraux : Gérard BAPT (31), François BONNEAU, président de la Région Centre (45), Catherine BOURSIER (54), Bernard DEROSIER (59), Michel DINET (54), Dominique DUPILET (62), Dominique BAERT (59), Christian BATAILLE (59), Gisèle BIEMOURET (32), Catherine BOURSIER (54), Alain CACHEUX (59), Monique CERISIER-BENGUIGA (FFE), Gilles COCQUEMPOT (62), Jean-Louis COTTIGNY (62), Yves DURAND (59), Brigitte DOUAY (59), Laurence DUMONT (14), Hervé FERON (54), Catherine GENISSON (62), Dominique GILLOT (95), Paulette GUINCHARD-KUNSTLER (25), Roland HUGUET, ancien Président du CG (62), Jean-Louis IDIART (31), Jean-Pierre KUCHEIDA (62), Jack LANG (62), Jean LE GARREC (75), Jean-Claude LEROY (62), Jacqueline MAQUET (62), Françoise OLIVIER-COUCPEAU (56), Jean-Luc PERAT (59), Paul RAOULT (59), Yves ROME (60), Patrick ROY (59), Michèle SAN VICENTE (62), Odile SAUGUES (63), Jean-Pierre SUEUR (45), Richard YUNG (FFE).

Premiers signataires élus et responsables nationaux et fédéraux : Hicham AFFANE (91), Jean-Pierre ALLOSSERY (59), Dominique BAILLY (59), Delphine BATAILLE (59), Jean-Claude BAYS, Responsable Syndical (62), Belhadri BEN AMAR (62), Brigitte BOURGUIGNON (62), Daniel BOYS (62), Fanny BULLAERT (59), Bernard CAILLIAU (62), Michèle CANET (92), Bernard CHARLES (59), Eric CHARTON (59), Romain COLAS, Maire de Boussy-St-Antoine (91), Eddie DEFEVERE, Maire de Staple (59), Frédéric DELANNOY, Maire d'Hornaing (59), Michel-François DELANNOY, Maire de Tourcoing (59), Gérard DALLONGEVILLE, Maire de Hénin-Beaumont (62), Jean-Luc DEROO, Maire de Halluin (59), Pierre DE SAINTIGNON (59), Laurent DUPORGE (62), Christelle FAUCHET (62), Jacqueline FAUTH (62), Arnaud FIGENWALD (62), Martine FILLEUL (59), Pierre FRACKOWIAK (62), Charles FRANCOIS (62), Samia GACI (62), Roland GARRIGUES, ancien député (81), Jean-Marc GERMAIN (75), Annie GUILLEMOT, Maire de Bron (69), Bernard HAESBROECK, Maire d'Armentières (59), Laurent HOULLIER, Maire de Rieulay (59), Patrick KANNER, (59), Philippe KEMEL, Maire de Carvin (62), Mathieu KLEIN (54), Jean-Marie KRAJEWSKI, Maire de Berck-sur-Mer (62), Olfa LAFORCE-BEN ABDENNEBI (59), Georges LEGRAND, Maire de Sainghin-en-Weppes (59), Vincent LENA (62), Dominique LEOPOLD, Responsable Syndical (62), Audrey LINKENHELD (59), Bruno MAGNIER, Maire de Saint-Omer (62), Olivier MAJEWICZ, Maire de Oye-Plage (59), Didier MANIER (59), Anne MANSOURET (27), Jacques MARISSIAUX (59), Philippe MASSEIN (60), Jacques MELLICK (62), Jacques NAPIERAJ, Maire d'Isberg (62), Maud OLIVIER, Maire des Ulis (91), Akim OURAL (59), Brigitte PARAT (59), Jacques PARENT, Maire de Merville (59), Philippe PARSY, Maire d'Annoeullin (59), Rémy PAUVROS, Maire de Maubeuge (59), Marie-Ange PONTUS, Responsable Syndicale (62), Micheline PRAHECQ (45), Dominique REMBOTTE (62), André RENARD (59), Anne-Pernelle RICHARDOT (67), Bertrand RINGOT, Maire de Gravelines (59), Daniel RONDELAERE, Maire de Loos (59), Françoise ROSSIGNOL (62), Benjamin SAINT-HUILE, Maire de Jeumont (59), Jean SCHEPMAN (59), Lucile SCHMIDT (92), Laurent SODINI (14), Nicolas SORET, Président de la CC du Jovinién (89), Marie-Christine STANIEC (59), Renaud TARDY, Vice Président Conseil Général (59), Sylvine THOMASSIN (93), Jocya VANCOILLIE (59), Annie VAN CORTENBOSCH, Maire de Saille-sur-la-Lys (59), René VANDIERENDONCK, Maire de Roubaix (59), Roger VICOT (59), Alain WACHEUX, Maire de Bruay-La-Buissière (62), Gérard WEYN, Maire de Villers-Saint-Paul (60), Sylvie WIEVORKA (75), Josiane WILLOQUEAUX, Maire de Lys-lez-Lannoy (59).

Notre pays est plein d'atouts. Et pourtant, il va mal. L'économie fait du surplace. Les inégalités s'accroissent. La France n'a plus confiance en elle-même, et ne voit pas de raison d'espérer. Non seulement ses dirigeants actuels ne préparent pas l'avenir, mais les protections sociales sont rognées méthodiquement, jour après jour. L'image de la France dans le monde est abîmée. La France a besoin d'une autre perspective, pour elle-même, pour l'Europe et pour le monde.

Dans ce contexte, nous n'avons qu'un seul objectif pour le Congrès de Reims : qu'en novembre prochain, nous commençons à incarner aux yeux des français cette autre perspective. Pour cela, il nous faut retrouver la politique. La politique, c'est proposer une vision et un projet de société, trouver les chemins pour y mener, et mobiliser les citoyens pour agir avec nous. Auparavant, il faut comprendre le monde dans lequel nous vivons.

La société dans laquelle nous vivons est dure. Comment accepter que dans un pays aussi développé que le nôtre on ne donne pas à chacun de nos enfants les mêmes chances de réussir dans la vie, ni à chaque famille un logement adapté à sa situation et conforme à ses besoins ? Comment accepter qu'il faille aujourd'hui avoir un carnet d'adresses bien fourni pour obtenir un stage en classe de 3ème, ou un premier emploi ? N'est-il pas scandaleux que des salariés de 48 ou 50 ans soient mis à la porte sans espoir de retrouver un emploi alors même qu'on nous explique qu'il faut travailler plus longtemps ? Où va-t-on quand on privilégie le financement du secteur privé de la santé – un secteur où certains établissements font le tri des malades sur un seul critère de rentabilité ? Dans quelle société vivons-nous, où ceux qui sont au chômage envient ceux qui sont en CDD, qui eux-mêmes envient ceux qui sont en CDI ? Dans quel monde vivons-nous où, à l'heure du TGV et d'Internet, des pays connaissent des émeutes de la faim et des peuples sont frappés par des maladies d'un autre siècle ? Comment ne pas être inquiets devant la dégradation des conditions de vie et de travail, devant la détérioration des conditions de vie et les difficultés croissantes d'habitat et de transport, comment ne pas trouver légitimes les inquiétudes toujours plus grandissantes face à un avenir toujours plus incertain ?

Il faut revenir aux fondamentaux, reposer les questions essentielles du sens que nous voulons donner à nos vies personnelles et à notre destin commun : une société développée est-elle une société où l'on court sans cesse vers l'acquisition de plus de biens, vers les dernières technologies ? Ou est-ce une société qui porte haut le niveau d'éducation de chacun, qui donne à tous l'accès à la santé et qui accompagne les aînés dans les meilleures conditions de vie possible ? Quels rapports entre l'individu et le collectif ? Où fixer les limites du marché ? Comment préparer l'avenir et léguer un monde meilleur aux générations futures ? Voulons-nous une société où tout est soumis à la consommation et à la concurrence, sur les marchés comme entre les personnes ? Ou une société où l'on retrouve le goût de vivre ensemble, avec nos différences d'âge, de culture et de catégorie sociale ?

On le voit bien, deux conceptions du monde s'affrontent aujourd'hui. La première, qui est celle qui tend à s'étendre aujourd'hui, est un monde où les individus sont livrés à eux-mêmes. Les seules lois admises fondamentalement sont celles du marché, qui envahit tout : la santé, l'école...mais aussi les esprits. La liberté individuelle se

transforme en individualisme et en égoïsme. Le règne de la débrouille tend parfois à remplacer celui de la règle, du respect et de la justice. La préparation de l'avenir est sacrifiée devant la rentabilité financière à court terme. Les ressources naturelles sont gaspillées, les peuples les plus fragiles sombrent, les désordres planétaires se multiplient, de l'énergie à l'alimentation. L'argent et l'accumulation de biens deviennent le but ultime de l'homme. Cette perte de sens s'accompagne d'un repli identitaire.

Cette conception, c'est celle de Bush, de Berlusconi mais aussi, ne nous y trompons pas, le projet de Nicolas SARKOZY pour la France. Au-delà des mots qui servent d'écran de fumée, comment ne pas voir que ce sont les préceptes du néolibéralisme qui sont en train d'être mis en œuvre, à la lettre, dans notre pays : baisse des impôts, évidemment en haut de l'échelle pour soi-disant ne « pas décourager l'initiative » et récompenser « le mérite » ; repli de l'Etat sur ses strictes missions régaliennes par des réductions d'effectifs (école, hôpitaux...) et le recul des droits sociaux (retraite, assurance chômage, allocations familiales, soins...) au motif que les « caisses sont vides » ; protections juridiques présentées comme des « carcans » pour justifier leur démantèlement (droit du travail, implantations commerciales...) ; absence de sens comblée par une politique ultra-sécuritaire, la récupération du religieux (discours du Latran et de Ryad), la recherche de boucs émissaires (les étrangers, les 35H), le refuge dans l'identité nationale ou des discours reprenant des préjugés du colonialisme (discours de Dakar).

La vision du monde que nous défendons est tout autre. Nous, nous ne voulons pas d'un marché, mais d'une société. Nous voulons faire de chaque individu un citoyen.

Etre un citoyen, c'est tout d'abord être doté de droits réels, donnant à chacun les moyens de prendre sa vie en main. Cela suppose que l'accès aux droits fondamentaux que sont la santé, l'éducation, le travail, la sécurité ou le logement soit garanti par des protections collectives mises en œuvre par un Etat performant. Le JE a besoin du NOUS pour exister.

Etre citoyen, c'est reconnaître aux autres les mêmes droits que les siens en respectant les règles communes, et respectant les autres. Nous voulons que chaque homme et chaque femme se sente responsable de son propre destin mais aussi du destin commun. Que chacun remplisse un certain nombre de devoirs à l'égard d'autrui et de la société. Il nous faut dire clairement qu'à chaque droit découlent des devoirs envers la société.

Etre citoyen, c'est enfin être porteur de valeurs collectives de laïcité, de solidarité et de tolérance, tout en gardant une identité particulière à travers sa culture, son histoire familiale, son attachement à un territoire, son orientation sexuelle, qui doivent être reconnues.... C'est retrouver le goût du vivre ensemble, l'envie d'échanger, d'aider, de partager des moments de loisirs, de fête, de sport et bien sûr de culture.

Nous pensons que les Français eux aussi aspirent profondément à cette société d'autonomie, de responsabilité et de solidarité que nous proposons.

Ils veulent davantage de choix, mais ils savent que l'on n'est pas réellement libre lorsque, par exemple on n'a pas les mêmes chances

de réussir à l'école selon la famille dans laquelle on est né ; lorsque le fruit de son travail ne permet pas de se loger correctement, de partir en vacances au moins une fois dans l'année et conduit parfois même à ne plus pouvoir envoyer ses enfants à la cantine à partir du 20 du mois ; lorsqu'on vit dans la crainte du licenciement ou la précarité du CDD ou des missions d'intérim. Ils demandent de la sécurité, mais ils savent qu'il n'y a pas d'ordre sans justice. Ils veulent que l'argent public soit bien dépensé mais ils sont les premiers à défendre l'école ou l'hôpital lorsqu'ils sont menacés. Ils répondent présents lorsqu'on leur demande de se mobiliser pour les grandes causes.

L'égalité qui va de pair avec la liberté, la laïcité avec la fraternité, la solidarité avec l'émancipation : plus que jamais, les valeurs historiques du socialisme sont d'actualité. Ces valeurs, il faut les garder et les défendre. Mais aussi les confronter aux réalités de la société contemporaine pour mieux adapter nos réponses et nos propositions. Car le monde a changé, le monde continue de changer. Nos réponses doivent changer. Confronter toujours notre idéal au réel, c'est notre devoir.

Evolutions technologiques, mondialisation, risque écologique, défi démographique, atomisation des familles et des entreprises, fractures territoriales... sont autant de bouleversements dont nous devons tenir compte dans les propositions que nous formulons pour construire une autre société.

Les mutations des dernières décennies recèlent autant d'opportunités que de menaces. A titre d'exemple, les changements technologiques rendent rapidement obsolètes certains métiers mais permettent aussi de nombreux progrès tant dans le domaine économique, que thérapeutique ou culturel. La mondialisation entraîne des concurrences exacerbées, des délocalisations, et une uniformisation des cultures, mais ouvre aussi de nouveaux champs du possible à condition d'être organisée et maîtrisée. L'organisation spatiale de notre société favorise la vie dans les villes : la proximité devrait être source d'échanges et de solidarité ; elle entraîne plutôt aujourd'hui l'isolement, la peur du voisin et la ségrégation spatiale.

Conjurer les menaces, saisir les opportunités : aucun des problèmes qui secouent le monde ne se réglera par le laisser-faire ou la « main invisible » du marché, ou par tout autre force supérieure. C'est aux hommes et des femmes de penser la société, et de se donner collectivement les moyens de la construire. Ce volontarisme transformateur dont nous sommes porteurs est plus que jamais nécessaire pour faire face aux difficultés du moment. Incarnons le mouvement, le progrès, la réforme.

Nous devons assigner à la réforme trois objectifs fondamentaux : bâtir une société d'autonomie, de responsabilité et de solidarité (I) ; préparer l'avenir (II) ; construire un nouvel internationalisme (III). Nous devons mettre en œuvre les démarches appropriées d'action dans et avec la société ; notre parti socialiste et la gauche devront se mettre en ordre de marche pour préparer une alternance fondée sur ces objectifs (IV).

I- Bâtir une société d'autonomie, de responsabilité et de solidarité

Cette société que nous voulons bâtir nécessite d'agir dans trois directions. La première est de repenser en profondeur notre modèle social pour un accès réel aux droits (I.1) et accompagner tous les temps de la vie (I.2).

L'école, la formation tout au long de vie, la santé, la famille, la retraite : sur toutes ces questions les français ne demandent pas moins d'interventions de l'Etat, mais des actions et des protections plus efficaces. Or, le modèle conçu à la Libération est devenu moins performant. L'Ecole tend à reproduire les inégalités. L'assurance chômage ne couvre plus qu'un demandeur d'emploi sur deux. Les retraites sont de plus en plus incomplètes. On renonce à se soigner pour des questions financières. Le droit au logement, comme le droit au travail, ne sont pas assurés. Les fractures territoriales se creusent. Les Français demandent aussi des réponses plus personnalisées.

La création de nouveaux droits doit être accompagnée aussi par l'affirmation de nouveaux devoirs. Notre politique volontariste du logement a par exemple pour corollaire une implication accrue dans la vie de l'immeuble à travers une charte de la vie collective. Nous proposons aussi qu'il y ait, prévu dans la durée des études de tous les jeunes, un certain nombre d'heures consacrées à des tâches d'intérêt général. L'Etat doit remplir son rôle, le citoyen le sien. Nous devons remettre le civisme au cœur de notre vie collective.

La seconde direction dans laquelle nous devons agir est celle du respect des règles –la sécurité des biens et personnes, mais aussi la sécurité alimentaire, informatique, sanitaire..- mais aussi celle du respect des autres. Pour bien vivre ensemble (I.3).

Nous pensons qu'il faut conquérir de nouveaux espaces de liberté : les socialistes peuvent être fiers d'avoir aboli la peine de mort, libéré l'audiovisuel, porté les lois de décentralisation ou créé le PACS. Il faudra d'autres avancées. Pour citer des domaines très différents : nous sommes favorables à ouvrir le mariage et l'adoption aux couples homosexuels ; nous voulons instaurer le droit de vote des étrangers aux élections locales ; nous défendons le droit de mourir dans la dignité ; il faut aller jusqu'au bout de la parité dans tous les domaines de la société. Nous pensons enfin que les socialistes doivent être porteurs de propositions fortes pour faire de l'internet (I.4) ce formidable espace de liberté qu'il est potentiellement, à condition d'en favoriser le développement, d'en réguler le fonctionnement et de sortir d'une logique de criminalisation des internautes.

Enfin, nous insistons sur la culture (I.5), qui n'est pas pour nous une question parmi d'autres, mais un élément central de la vision de la société que nous défendons, parce qu'elle ouvre le cœur et l'esprit, parce qu'elle assure la conciliation entre l'homme, sa libre pensée, et le collectif, la société.

Nous devons prendre de front la question du financement des réformes que nous proposerons. Nous devons revenir sur les mesures les plus injustes de la loi TEPA (droits de succession, bouclier fiscal...). Les stocks options et autres parachutes dorés devront

supporter les mêmes prélèvements que les salaires. Il faudra également supprimer ou réduire certaines niches fiscales (70 milliards d'euros) et sociales (40 milliards d'euros), qui sapent la progressivité de l'impôt sur le revenu et la justice fiscale. Les aides aux logements, qui profitent à plus de 40% au secteur privé, devront être réorientées en partie vers le social. Les revenus du capital devront contribuer au financement de la sécurité sociale au même niveau que les salaires. Certaines aides devront être redéployées. Notre capacité à gérer le pays n'est plus à démontrer : nous avons su par le passé juguler l'inflation, qualifier la France pour l'Euro, rétablir les comptes de la sécurité sociale et faire baisser les déficits et l'endettement de la France. Continuons à incarner la responsabilité dans l'utilisation de l'argent public.

I-1 Des protections adaptées pour un accès réel aux droits

Nous voulons que chaque enfant ait les mêmes chances de réussir à l'école et dans la vie, qu'il puisse acquérir les savoirs fondamentaux, et s'ouvrir à la culture, au sport. Nous voulons que chaque adulte puisse gagner dignement sa vie, choisir son métier, s'occuper de ses proches, s'offrir des loisirs, partir en vacances. Nous voulons que chaque famille ait un logement correct, adapté à sa situation, pas trop coûteux, situé dans un cadre de vie agréable et respecté. Nous voulons bien sûr que chaque homme et chaque femme puisse prendre soin de sa santé.

L'école

Comment ne pas commencer par l'école, question ô combien fondamentale pour nous car elle est au cœur de notre combat pour l'égalité ? Suppression de postes. Suppression de la scolarisation à deux ans. Suppression de la carte scolaire. Semaine de quatre jours. La droite est en train de casser l'école de la République, alors qu'elle aurait besoin d'être renforcée face aux difficultés auxquelles elle est confrontée. Elle obéit là à une vision étriquée et comptable. Chacun sait par exemple que l'école sur quatre jours nécessite une attention et une concentration trop importantes pour un enfant de l'école primaire et insupportables pour ceux qui sont en difficulté. Avec cette réforme, la France comprendra moins de 140 jours de classe par an contre 210 au Japon par exemple. Nous sommes opposés à cette diminution du temps scolaire. Comment accepter aussi la restriction du champ de l'éducation pour les enfants en difficulté au « lire, écrire, compter », alors que -si cela est nécessaire-, ce n'est au demeurant pas suffisant ? Comment par exemple comprendre le monde si l'on ne maîtrise pas l'Histoire et la Géographie ?

La gauche ne pourra pas se contenter de réparer ce que la droite aura défilé. 160 000 élèves quittent chaque année le système scolaire sans aucun diplôme ; 40% des étudiants ne vont pas au-delà de la première année d'enseignement supérieur. Les jeunes issus des milieux populaires sont les principales victimes d'un échec vécu trop souvent comme une fatalité, et qui est aussi un énorme gâchis. Une profonde réforme de l'Education Nationale est aujourd'hui nécessaire pour qu'elle offre réellement le meilleur à chacun de nos enfants.

Notre ambition éducative est de porter chaque enfant au plus haut et de construire ainsi la société de la connaissance. C'est pour-

quoi nous souhaitons que s'organise autour de l'école un véritable projet éducatif global dont la finalité est la recherche de l'autonomie et de la responsabilité citoyenne pour chaque jeune, et qui intègre aussi bien l'apprentissage classique que la découverte du sport l'ouverture à la culture. Selon leur origine sociale, les enfants qui rentrent au CP connaissent, les uns, 500 mots, les autres 2000 mots. L'école maternelle, aujourd'hui menacée, doit être défendue : c'est une école à part entière. A ce titre, nous sommes favorables à l'école obligatoire à trois ans.

Pour répondre à la diversité des élèves, l'individualisation des parcours scolaires et donc des pratiques pédagogiques doit être la règle, de façon à les placer tous à égalité de chances. Chaque enfant a son histoire, son rythme d'acquisition. Il faut pouvoir repérer les problèmes et épauler les élèves dès que les difficultés apparaissent, accompagner ceux qui sont momentanément plus lents, donner aux enseignants la possibilité de faire preuve d'imagination, d'autonomie, afin de choisir pour chaque élève, la bonne voie, les bonnes méthodes, le bon accompagnement. Pour les élèves les plus en difficultés, un professeur tuteur les accompagnera tout au cours de leur scolarité au collège ; volontaire, il sera rétribué en augmentation de salaire ou en décharge de service. Lorsque cela sera nécessaire, l'accompagnement pourra se faire en parallèle de l'école par des professionnels adaptés (médecins, psychologues, orthophonistes...).

Deuxième enjeu majeur, donner à chaque école les moyens dont elle a besoin. Le phénomène de ségrégation territoriale a eu pour conséquence de très fortes disparités entre établissements scolaires. Certains concentrent des familles cumulant toutes les difficultés sociales et économiques. D'autres au contraire regroupent des familles ayant toutes les chances de leur côté. Nous ne sortirons durablement de cette situation qu'en recréant partout la mixité sociale, par de grandes opérations de renouvellement urbain. Dans l'attente, il nous faut moduler le nombre d'élèves par classe, fortement, en pouvant aller - pourquoi pas - de 15 jusqu'à 30 en fonction des réalités sociales locales. Il faut aussi encourager les enseignants les plus aguerris à aller enseigner là où c'est le plus difficile, nous sommes favorables à ce que des avantages professionnels leurs soient accordés en contrepartie (accélération de leur carrière, décharges de service par exemple).

Formation tout au long de la vie et sécurité sociale professionnelle

L'école est le premier lieu de formation. Mais elle ne doit pas rester le seul. Venons-en à l'université et évoquons ici deux questions essentielles. La première est celle des moyens. Sait-on que l'Etat investit 7000 euros par an et par étudiant à l'université contre 14 000 en classes préparatoires ? Il faut en finir avec les cours et TD assurés dans des classes surchargées et par des enseignants précarisés et mal rémunérés ; permettre à ces derniers de continuer à assurer dans les meilleures conditions à la fois leur mission d'enseignement et de recherche ; mettre en place des formations professionnalisantes de haut niveau ; favoriser le rapprochement université-grandes écoles. La deuxième est celle de la paupérisation croissante des étudiants. Aujourd'hui, plus de 20% vivent en dessous du seuil de pauvreté alors qu'ils étaient moins de 5% il y a 30 ans. C'est une des causes majeures d'échec. Nous devons mettre en place l'allocation d'autonomie réclamée depuis longtemps par l'UNEF et le MJS. Ce n'est pas un luxe, mais une urgence sociale et aussi une question de

justice car aujourd'hui les étudiants de familles aisées, à travers les mécanismes de réduction d'impôt (parts fiscales..) sont plus aidés que les autres.

La formation ne doit pas s'arrêter à la porte de l'Education Nationale. Tout d'abord, nous n'acceptons pas qu'à 20 ans, tout soit joué, comme c'est malheureusement trop souvent le cas. Nous proposons un crédit-études qui permettra à ceux qui ont interrompu leur scolarité sans cursus supérieur de reprendre des études plus tard.

Ensuite, le modèle classique des salariés faisant toute leur carrière dans la même entreprise est aujourd'hui derrière nous. L'usine formait, intégrait, cotisait pour la maladie et la retraite. On y rentrait à 16 ans, on y faisait carrière jusqu'à la retraite ; et on y était protégé par des syndicats puissants. Chacun sait aujourd'hui qu'il changera d'entreprise, fera peut-être plusieurs métiers. On peut le regretter, nous pensons qu'il ne le faut pas : la mobilité peut être l'opportunité de carrières professionnelles plus riches à condition de bien l'organiser.

Il faut pour cela créer une véritable sécurité sociale professionnelle. Nous mettons plusieurs propositions en débat dans ce cadre : des contrats de développement professionnel transférables d'une entreprise à l'autre pour organiser des carrières à nouveau tirées vers le haut ; des comptes formation, régulièrement, suffisamment et équitablement alimentés (par exemple un jour de formation tous les deux mois) pour garantir un égal accès à la formation professionnelle ; des périodes de chômage transformées en temps de formation et mieux indemnisées pour rebondir plutôt que de s'enfoncer. Nous proposons la création d'une Agence de l'emploi et de la progression professionnelle pour accompagner chacun dans ces nouveaux parcours professionnels (créée à partir des organismes existant comme l'ANPE, l'AFPA...).

L'enjeu de la formation tout au long de la vie est indissociable du débat sur le temps de travail. Il faut repenser le temps de travail sur toute la vie professionnelle et permettre aux salariés de reprendre au cours de leur vie professionnelle des études ou de prendre des congés pour s'occuper de leurs enfants, de leurs parents en fin de vie, ou se consacrer à un engagement associatif ou citoyen. Nous laissons à la droite les combats d'arrière garde sur les 35 heures et nous nous tournons vers l'avenir. Il faut dire les choses simplement. Oui, les 35H ont été faites pour créer des emplois et cet objectif a été atteint. Oui, les 35H sont là et elles le resteront car les Français y sont attachés. Oui, au-delà des 35H, il faut continuer à repenser le temps de travail, en y intégrant la formation, le chômage, mais aussi les modalités de départ en retraite pour permettre par exemple des départs en retraite progressifs, prenant en compte la pénibilité du travail et l'espérance de vie tout en favorisant la transmission de savoirs aux jeunes.

Le logement

Un travail, un toit. S'il est bien une question majeure pour les français, c'est bien celle là. S'il est un marché qui ne fonctionne pas, c'est bien celui-là : au mal logement (350 000 SDF, 1 million de demandes de logement social en attente), s'ajoutent désormais des niveaux de loyers qui deviennent insupportables pour beaucoup de familles (25% du budget des ménages et parfois jusqu'à 50% contre 10% il y a 25 ans). S'il est bien un domaine dans lequel l'Etat a les

coudées franches pour agir, c'est également celui-là. Ici, point de risque de délocalisation.

Il y a trois manières d'agir : sur la demande (aides personnelles au logement), sur l'offre (construire) et sur les prix (loyers). Dans le contexte de pénurie actuelle, la première risque surtout d'alimenter plus encore les hausses de loyers sans parvenir à faire baisser le « reste à charge » des familles. C'est sur la construction et la rénovation qu'il faut agir massivement. Quelques pistes : faire respecter la règle d'un minimum de 20% de logements sociaux dans chaque commune en augmentant très fortement les pénalités voire en demandant au préfet de se substituer aux communes défaillantes ; fixer dans chaque programme d'une certaine taille de construction de logements neufs une obligation d'y réaliser des logements sociaux et des logement intermédiaires (règle des « trois tiers bâtis ») ; céder à l'euro symbolique les terrains de l'Etat (SNCF, terrains militaires...) aux communes qui s'engagent sur plus de deux-tiers de logement à loyers maîtrisés...

Dans l'attente que ces mesures produisent leurs effets, nous sommes favorables à un moratoire sur les hausses de loyers (y compris en cas de changement de locataire sauf travaux), dans les zones où les loyers atteignent une proportion excessive (par exemple supérieurs à 20% des revenus).

Dans ce domaine également, nous voulons qu'au droit au logement correspondent aussi des devoirs : l'octroi d'un logement aidé pourrait s'accompagner de l'adhésion à une charte de vie collective prévoyant la participation à la vie de l'immeuble (tranquillité, propreté, petit entretien, locaux communs, cours de soutien assurés par les étudiants, garde d'enfants assurée par les retraités, courses assurées par les étudiants ou les jeunes ménages auprès des personnes âgées dépendantes, implication dans les associations de locataires...) et l'acceptation de mobilité dans un autre logement aidé plus petit (trois offres au minimum) en cas de réduction de la taille de la famille, pour laisser place à une autre famille.

L'important, c'est la santé

La population du Nord-Pas de Calais a peu ou tardivement recours aux soins et hérite d'une espérance de vie de trois ans inférieure à la moyenne nationale. On compte 40 spécialistes pour 100.000 habitants contre 250 à Paris ! Notre système de santé reste pourtant l'un des meilleurs au monde grâce à l'excellence de son secteur public. L'espérance de vie est très forte particulièrement chez les femmes mais son équilibre est de plus en plus menacé.

Le déficit de la Sécurité Sociale s'alourdit (plus de 10 milliards d'euros alors que nous avons remis les comptes à l'équilibre), les remboursements de médicaments se multiplient, la péréquation entre les régions s'affaiblit, le financement des dépenses de santé par le malade lui-même est de plus en plus important... La protection sociale, va-t-elle laisser la place à l'assurance privée ? Nous le refusons.

Toutefois, nous savons que les dépenses de santé vont progresser. Les progrès médicaux et scientifiques supposent des investissements massifs dans la recherche, des traitements plus coûteux et des besoins croissants de prise en charge de la dépendance liée à l'allongement de l'espérance de vie. Quel prix les Français sont-ils

prêts à payer pour leur santé ? Lançons un grand débat citoyen éclairé par l'avis d'experts.

Quelques pistes : remettre l'hôpital au cœur du système de santé et rétablir un équilibre juste avec le privé à but lucratif qui est un complément ; garantir à chaque région une présence minimum de médecins dans chaque spécialité par des règles à la sortie du concours de l'internat ; pour préserver les ressources de l'assurance maladie sans porter atteinte à l'emploi, élargir l'assiette des cotisations à la valeur ajoutée ; revenir à une péréquation progressive et durable des financements entre les établissements et les territoires ; grands programmes pluriannuels d'information et de dépistage pour mieux prévenir les maladies.

1.2. Accompagner tous les temps de la vie

Dès la petite enfance

Avec les collectivités locales, les représentants des enseignants, des parents et des spécialistes de l'enfance, il est impératif d'organiser dans notre pays un service public de la petite enfance : il apportera des solutions pour répondre aux attentes des parents, en termes d'horaires, de localisation, d'organisation. Assistantes maternelles agréées, halte garderies, crèches familiales, associatives ou municipales..., nous voulons développer toutes les solutions permettant aux parents de mieux concilier vie professionnelle et vie privée, en privilégiant les modes de garde collectifs et professionnalisés qui garantissent tout particulièrement l'égalité des chances.

La vie de famille

La famille est aujourd'hui le premier lieu d'éducation, de constitution de repères. Elle reste la référence dominante. Là se nouent des relations affectives fortes, privées et personnelles. Par ailleurs la composition des familles s'est profondément diversifiée. Pour les socialistes, il ne s'agit pas d'ériger la famille en norme pour tous, ni un modèle familial parmi d'autres. La politique familiale est là pour accompagner toutes les familles, pour protéger les enfants et pour soutenir les parents dans leur mission éducative.

Favoriser l'équilibre des familles et favoriser l'égalité des parents : l'autorité parentale partagée, la garde alternée sont des avancées, tout comme la pleine reconnaissance des pères (livret de paternité, congé de paternité). Nous proposons un congé parental d'éducation de 6 mois -au-delà du congé de maternité-, qui devrait être partagé entre les deux parents, et le développement de réseaux de parentalité

Chaque enfant doit aussi avoir les mêmes droits, quels que soient la structure de la famille et les revenus des parents. Cela suppose des modifications et une grande réforme fiscale : imposition individuelle et à la source, recyclage du quotient familial vers des allocations familiales plus élevées, rattachement aux enfants du droit aux allocations familiales avec pour conséquence le versement des allocations familiales dès le premier enfant, le maintien de celles-ci jusqu'à la majorité du dernier.

Nous traitons ici de la famille, mais, nous y revenons au fil du texte, cette grande réforme fiscale que nous voulons concerne aussi les entreprises (élargissement de l'assiette des cotisations patronales, modulation de celles-ci en fonction de la précarité des emplois, sur-

cotisation pour favoriser l'emploi des seniors, modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéficiaires réinvestis...), le développement durable (fiscalité écologique sociale) et la fiscalité locale (réforme de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation). **Cette réforme est guidée par quatre objectifs fondamentaux : la justice fiscale, l'incitation à des comportements vertueux, la prise en compte des évolutions de la société et l'équilibrage des comptes publics.**

Les personnes âgées

Comment éviter l'effet couperet de l'arrêt brutal d'activité professionnelle ? Comment favoriser l'engagement citoyen ? Comment aussi garantir l'accès à la culture, au sport et aux loisirs ? Comment aussi lutter contre l'isolement ? Comment favoriser le brassage intergénérationnel ? Comment prendre en charge dignement les personnes dépendantes, mais aussi aider les aidants ? Le vieillissement de la population nous concerne tous. Mais tout le monde ne vieillit pas de la même manière. Certaines personnes âgées sont en pleine forme et aspirent à rester autonomes. D'autres au contraire ont besoin d'un accompagnement et d'un hébergement particulier. L'isolement des personnes âgées est une réalité à laquelle nous devons tous faire face. Nous voulons un grand débat sur ces questions préalable à la définition d'une grande politique en faveur des seniors. Il faut arrêter de considérer l'allongement de l'espérance de vie comme un problème, alors que c'est d'abord une bonne nouvelle.

Quant à la question du l'équilibre des régimes de retraite, nous sommes convaincus que les Français n'ignorent pas qu'il faille travailler la moitié de sa vie, et cotiser pendant environ 40 ans quand l'espérance de vie est de 80 ans. Mais ils ne peuvent comprendre qu'on veuille allonger à nouveau la durée de cotisation quand plus de 60% d'entre eux ne sont plus au travail au moment où ils liquident leur retraite. C'est la raison pour laquelle nous voulons instaurer une sur-cotisation retraite temporaire pour les entreprises dont la proportion de salariés de plus de 50 ans est excessivement faible. Nous souhaitons également un système de cotisation plus juste et plus incitatif prenant en compte l'espérance de vie et la pénibilité des travaux effectués. Il faut aussi traiter simultanément la question du pouvoir d'achat des retraités : revaloriser le minimum vieillesse, améliorer les taux de remplacement pour garantir le pouvoir d'achat des retraités. Enfin, nous souhaitons que les efforts financiers soient mieux répartis (repenser l'alimentation du fonds de réserve des retraites, élargir l'assiette des cotisations retraite pour y intégrer les revenus du capital). La possibilité et les conditions d'un congé pour prendre en charge un parent vieillissant devront enfin être étudiées

1-3 Bien vivre ensemble

Notre ambition -comme celle des Français- est de bien vivre ensemble, grâce à une meilleure reconnaissance de chaque citoyen, à un plus grand respect de notre espace commun, et au partage de moments de fraternité et de solidarité.

Reconnaître chaque citoyen avec sa différence

Nous avons tous la même part d'humanité en nous, et quels que soient notre âge, notre sexe, notre culture, notre orientation sexuelle nous avons droit à la même reconnaissance. C'est l'esprit même de notre pacte républicain et laïc.

Au nom de la laïcité

Héritiers de l'Humanisme des Lumières, des principes des Droits de l'Homme de 1789, de la Révolution française, des combats de la République pour l'Ecole Publique et pour la séparation des églises et de l'Etat, nous faisons de la laïcité un postulat de base. Tout affaiblissement de ce principe remet en cause les fondements de la République. La laïcité, est fondée sur la tolérance, l'acceptation de l'autre, le respect de toutes les philosophies et les croyances, compatibles avec le socle de nos valeurs universelles..

Au nom de la République

Nous devons lutter sans cesse contre les discriminations. Il est insupportable qu'une femme meure tous les quatre jours en France, victime des coups portés par son partenaire ; les handicapés doivent pouvoir accéder à tous les bâtiments publics, mais aussi aux contenus ; les discriminations raciales dans les embauches comme pour l'accès au logement doivent être éliminées. Nous condamnons toute forme d'homophobie. Le parti socialiste doit être à la pointe de ces combats, et porteur de réponses à la hauteur de l'enjeu.

Une politique de l'immigration digne de la France et ses valeurs

Combien d'enfants humiliés séparés de leurs camarades de classe, combien d'angoisses vécues par leurs familles, combien d'humiliations, de déchirements, de morts en centres de rétention faudra-t-il connaître pour définir une politique d'immigration digne des valeurs françaises ? Ces hommes et ces femmes ont en eux la même part d'humanité que nous. Et d'ailleurs les Français le savent. Qui ignore aujourd'hui que des enfants meurent dans les trains d'atterrissage des avions ou dans des rafiots sombrant aux portes de l'Espagne et l'Italie ? Nombreux sont ceux qui se mobilisent, parrainent, et réagissent aux côtés d'associations comme le Réseau Education Sans Frontières.

Rappelons ce que les étrangers ont apporté aux Français pour construire notre pays: des dizaines de milliers d'hommes, du Maghreb, d'Afrique qui nous ont défendus pendant les deux guerres mondiales. Depuis le début de la révolution industrielle, nous avons fait venir des Polonais, des Espagnols, des Portugais, des Italiens...et plus tard les maghrébins. Rétablissons aussi des vérités : ils occupent massivement des emplois dont personne d'autre ne veut et apportent à notre système de protection sociale plus qu'ils ne reçoivent de lui.. Ne parlons pas de stocks et de flux. Parlons de ces hommes et ces femmes fuyant les guerres et la misère et laissant leur famille, pour l'inconnu. Voilà leur réalité.

Le vote de quatre lois en cinq ans est-il un aveu d'échec de cette politique ? Il faudrait donc « choisir » son immigration et rendre la vie des étrangers impossible, en gardant leur famille à distance ? 23 000 entrants par ce biais chaque année, quelques dizaines de cas de fraude. Il faut bien sûr les contrôler et les sanctionner, mais pas de cette manière.

Certains nous appellent, y compris dans nos rangs, à rompre avec l'angélisme. Nous n'avons jamais pensé que les frontières de la France devaient être ouvertes à tout vent, que l'ensemble des sans papiers devaient être régularisés. Mais à un moment politique majeur dans notre pays, ayons le courage de ne pas cautionner par notre silence la peur de l'autre, l'intolérance. Ayons le courage de combattre la politique de la honte menée par Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux.

Il faut que la France redevienne le pays des droits de l'homme, une nation adressant à nouveau un message de portée universelle de tolérance, de justice dans son discours et sa pratique. Au tri des immigrés, nous devons opposer un juste équilibre entre asile, famille et travail. **A la défiance et au repli sur soi, nous devons opposer avec fermeté et rigueur la confiance et l'ouverture aux autres.**

Tout d'abord, nous devons renforcer l'aide au développement. La France doit aussi conclure comme l'a fait l'Espagne de Zapatero des accords négociés et non imposés avec les pays. Nous devons rendre à nouveau possible le droit de vivre en famille par un regroupement familial clair, qui doit bien sûr aller de pair avec l'acquisition de la langue française et la connaissance des droits et devoirs de la République. Il faut assouplir largement la politique des visas pour les étudiants, tant pour leur permettre d'étudier dans les meilleures conditions en France que de s'assurer qu'en retour, leur formation profitera aux pays d'origine. Enfin, il faut mettre en place une politique de régularisation ouverte, fondée sur des critères clairs et explicites, reconnaissant ceux qui sont ici depuis longtemps et qui font la preuve de leur insertion.

Nous devons aussi faire en sorte que les étrangers présents sur notre sol depuis un certain nombre d'années s'expriment dans la vie de la cité. Il nous faut instituer le droit de vote des étrangers aux élections locales.

Connaître et reconnaître aussi ce que chaque civilisation a apporté au monde.

A-t-on compris le discours de Nicolas Sarkozy au Sénégal et partout en Afrique avec des propos tels que : « le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est jamais rentré dans l'histoire » ? Quel mépris, quelle ignorance de ce que l'Afrique a apporté à l'Humanité ! Les Africains étaient au cœur de l'histoire quand l'esclavage a changé la face du monde. Par leurs révoltes, ils ont permis son abolition. En agissant ainsi, ils ont rendu aux Européens leur humanité.

La grandeur d'un peuple se mesure à la capacité d'assumer son histoire, celle d'une société à s'avouer les crimes qu'elle a commis, celle d'un Etat à dénoncer les actes de barbarie que ses autorités ont pu cautionner. La France doit condamner la colonisation et l'esclavage, qui ont été l'exploitation d'un peuple par un autre. L'analyse de la présence française en Afrique revient aux historiens, aux sociologues, aux économistes. Le rôle du politique n'est pas de participer à l'écriture de l'histoire, encore moins à sa réécriture comme a tenté de le faire la droite avec la loi du 23 février 2005, heureusement abrogée. Il doit en revanche en favoriser l'étude et la mémoire.

Un plus grand respect de notre République, des règles et des autres

Parce qu'elle est un des droits fondamentaux, et parce qu'elle touche davantage les plus fragiles, la sécurité doit faire partie des priorités des socialistes. L'insécurité n'est pas une fatalité à laquelle les Français devraient se résoudre. Nous revendiquons une politique qui allie fermeté et justice.

Toute transgression de la loi, quelle qu'elle soit, doit être sanctionnée... mais de manière adaptée, et proportionnée à la gravité de l'acte. Cela suppose de rétablir la police de proximité partout, mais également de remanier et amplifier les Contrats Locaux de Sécurité

qui organisent la collaboration entre élus, police, justice, prévention spécialisée, bailleurs sociaux et Education nationale. La prévention doit être soutenue : en particulier le nombre d'éducateurs spécialisés doit être largement augmenté et le travail avec l'Education Nationale doit être renforcé pour prévenir les comportements violents en milieu scolaire. Il faut préparer la réinsertion des détenus et traiter les problèmes médicaux et psychiatriques qui doivent l'être pendant la détention. Enfin, l'accueil, l'information et l'accompagnement des victimes doivent être développés.

Une réforme de la justice est enfin nécessaire, pour la rendre à la fois protectrice pour les plus faibles et réparatrice pour les victimes. Il faut également rétablir la présomption d'innocence et garantir l'indépendance et la responsabilité de l'institution judiciaire. La réforme de la carte judiciaire doit se faire non dans une logique purement comptable comme actuellement mais pour offrir aux citoyens une véritable justice de proximité, équilibrée et efficace.

Des citoyens porteurs de valeurs et de solidarité

Au-delà du civisme et de la responsabilité, nous appelons nos concitoyens à la solidarité et à la fraternité. L'acceptation de l'autre lorsqu'il est différent, le regard fraternel sur le handicapé ou le SDF peuvent aider à changer le cours de leur vie. Dans le même esprit, doit naître une solidarité active vis-à-vis des personnes âgées isolées, vis-à-vis des jeunes qui dérapent et qui ont besoin qu'on leur tende la main...car l'Etat et les collectivités locales ne peuvent régler tous les problèmes. **Et pourquoi ne pas demander à ceux qui vont bien de consacrer une partie de leur temps aux autres directement dans leur voisinage ou par le biais par exemple de l'engagement associatif ? Un soutien accru aux bénévoles, la multiplication des maisons des associations doivent accompagner cette démarche.**

Il est aussi plus que jamais indispensable de soutenir avec force la vitalité du mouvement associatif, social et solidaire. Les associations répondent à des besoins cruciaux car elles mobilisent les habitants sur des actions touchant à la vie quotidienne (santé, prévention, emploi, éducation, culture, sport, ...) et créent ce lien social qui s'est effiloché au fil des années de crise économique et sociale. Dans un contexte de désengagement massif de l'Etat, nous les défendons et les accompagnerons. Bien sûr, il faudra remettre sur pied une politique de prévention et de lutte contre les exclusions digne de ce nom, démantelée par la droite.

I-4 Générations internet

Les technologies numériques et internet ouvrent un extraordinaire espace de libertés. Jamais autant d'informations, de connaissances et de créations n'ont été accessibles à un aussi grand nombre d'individus. Chacun peut désormais exprimer son opinion sur les affaires du monde, mais aussi rendre accessibles ses productions, personnelles ou professionnelles. Des groupes d'individus situés aux quatre coins de la planète peuvent désormais échanger, et agir ensemble simultanément.

Le bénéfice que nous saurons tirer de ces nouvelles libertés, dépendra beaucoup de la pertinence des politiques qui seront conduites. Les chantiers sont nombreux : sur le plan économique, nous ne devons pas rater la prochaine vague d'innovations (place dans l'enseignement supérieur et la recherche, pôles de compéti-

tivité, filière logiciels, levier de la commande publique pour les PME, « business angels »...) ; dans l'Education Nationale, pour mettre en œuvre des pédagogies innovantes et adaptées à chaque élève ; la e-administration doit devenir une réalité, pour améliorer les services rendus aux usagers, et gagner en efficacité ; l'accès de tous au numérique, loin d'être acquise, est une exigence absolue. Il doit être assuré tant physiquement (développement des réseaux), que financièrement (coût abordable) et socialement (apprentissage du maniement d'un ordinateur et de la navigation sur le web notamment pour les moins jeunes...).

Sur le plan culturel, la criminalisation des internautes est une impasse doublée d'un total contresens : ceux qui copient des CD ou des DVD recherchent autant le partage des émotions et l'échange des savoirs que les contenus eux-mêmes. Bien sûr, il faut trouver des solutions pour assurer le financement de la création et la rémunération des artistes. Mais, la priorité est d'aider le web à devenir un formidable outil, de démocratisation de l'accès à la création et à la diffusion pour des centaines de milliers de personnes.

Le rôle de l'Etat est aussi de mettre en place les régulations qui permettent de protéger les internautes contre les dérives : limitations d'accès pour les mineurs, protection contre l'exploitation commerciale des données personnelles, protection des consommateurs contre les abus des opérateurs (limitation de la durée des abonnements à un an renouvelable, dénonciation des ententes illégales entre opérateurs, gratuité des services d'assistance...).

I-5 La culture, vecteur d'émotion et de cohésion

Vivre ensemble, c'est tout cela et bien d'autres choses sur lesquelles nous devons travailler. Nous pensons bien sûr notamment au sport, qui doit faire l'objet d'une véritable politique de gauche, visant l'accès de tous et véhiculant des valeurs collectives, bref retrouver l'esprit impulsé par Léo Lagrange.

Nous voulons particulièrement insister sur la culture. Alors qu'elle en faisait le socle d'un modèle partagé et reconnu dans le monde, la France traverse aujourd'hui une véritable crise du sens et des perspectives dans ce domaine. Le débat public de ces dernières années a rayé la culture de ses enjeux. Or, la France a besoin d'une politique culturelle.

Il apparaît ainsi important de conforter la place des artistes et leur liberté de création, d'ouvrir de nouveaux champs de la démocratisation culturelle et de forger collectivement de nouveaux outils au service de cette volonté. **Quelques pistes : soutenir et renforcer les créateurs en leur donnant les moyens de s'installer et de travailler au cœur des villes et des quartiers ; être attentif à l'invention de nouvelles pratiques et conforter ces formes qui prennent leur place dans notre société (ex : mouvement hip hop) ; ouvrir à la culture l'ensemble des établissements scolaires à travers notamment le Projet Educatif Global de l'établissement ; soutenir les lieux, non formatés, comme les maisons Folies au croisement de l'art et des pratiques culturelles, créent les conditions de ce nouvel accès à la culture et à même de réunir artistes et habitants ; favoriser la création d'emplois culturels : soutien aux « start-up » dans les domaines à fort développement technologique, aux laboratoires de recherche, valoriser les filières culturelles dans nos universités ; ré-**

guler le marché dont nous devons porter l'ambition à l'échelle européenne, notamment dans les domaines du cinéma et de l'audio-visuel ; permettre un financement accru de la culture et proposer des mesures nouvelles d'incitation au mécénat culturel (fiscalité, mode opératoire) qui doit être ouvert également aux individus ; préparer une réforme globale du statut des intermittents du spectacle en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés, la dernière réforme du protocole ayant accru la précarisation de l'emploi culturel et n'offrant aucun gage de pérennité, bien au contraire.

II- Redonner un avenir à la France

La France doit retrouver le chemin de l'avenir dans tous les domaines : retrouver la croissance, une croissance durable, régulée et équilibrée ; réinventer les villes ; moderniser l'Etat.

II-1 Le développement durable : un progrès nécessaire

Nous devons nous engager avec la plus grande détermination dans la voie du développement durable, et y entraîner avec nous les Français. Le Grenelle de l'environnement, nous le savons désormais, ne constitue pas une réponse à la hauteur de ces enjeux : absence de moyens concrets, législation ambiguë, caractère ponctuel, il ne trace pas les modalités d'un avenir possible pour notre pays.

Nous avons inscrit le développement durable dans le marbre de notre déclaration de principe. Il faut maintenant passer par la fixation d'objectifs quantitatifs dans un calendrier précis. Nous devons agir dans tous les domaines : nous déplacer autrement (ex : autopartage, moteurs hybrides, covoiturage, tramway, tram-train, navettes fluviales, transport combiné de marchandise...), produire et construire « durable » (techniques et matériaux de construction, logements économes et produisant leur propre énergie, éco-quartiers...), aménager différemment le territoire (règles d'urbanisme évitant l'étalement urbain, luttant contre l'imperméabilisation des sols...), réduire les emballages et aller jusqu'au bout du recyclage des déchets ou de leur valorisation énergétique (ex : étendre les bus fonctionnant au biogaz produit par les déchets ménagers), favoriser l'agriculture biologique ou raisonnée (aide aux reconversions de cultures, recherche agronomique, de développement des AOC, réduction de l'usage des pesticides et des engrais de synthèse par une taxation au profit de la chimie verte...).

Il nous faudra nous doter d'un Plan Climat digne de ce nom. L'Etat devra montrer l'exemple par la commande publique. Une fiscalité écologique, que nous voulons sociale dans son utilisation, incitant aux comportements vertueux, devra être mise en place.

La question énergétique est essentielle. Nous n'avons pratiquement plus de ressources fossiles nationales, nous dépendons du gaz russe et du pétrole du Moyen-Orient. La première de nos ressources est représentée par les économies d'énergie. Les énergies renouvelables sont un réel espoir également mais ne représentent qu'une réponse partielle. S'agissant du gaz et du pétrole, nous devons avoir pour objectif d'en limiter l'usage là où ils sont indispensables. S'agissant du nucléaire, le fonctionnement et le renouvellement de la fi-

lière, dans notre pays, doivent se faire en réduisant sa part qui est indéniablement trop élevée. Simultanément, le programme de maîtrise des déchets doit être amplifié et le pouvoir d'une autorité de sûreté indépendante renforcé. Nous voulons aussi que l'Europe se saisisse de cette question.

C'est un changement de comportement que nous prôtons : nous devons faire du défi écologique un atout différenciant pour notre pays. Nous avons en effet la conviction que l'économie de l'environnement créera, à court terme, beaucoup plus de richesses et d'emplois que celle liée à sa destruction. Par exemple les industries de la déconstruction et du recyclage, recèlent un gisement d'emplois considérable.

II-2 Repenser et retrouver la croissance

Nous acceptons tous le marché comme cadre d'action pour l'économie. Et nous pensons tous qu'il faut le maîtriser. La question ne porte donc pas sur le principe mais sur le : comment et jusqu'où ?

Si la dernière partie du XX^e siècle a consacré la faillite des économies fondées sur la propriété collective des moyens de production, le laisser-faire économique est en train de rencontrer de sérieuses limites. Il échoue non seulement où c'était le plus prévisible –la réduction des inégalités-, mais aussi là où il était censé être le meilleur, l'efficacité. Les panes majeures du capitalisme financier se multiplient : il y a eu l'éclatement de la bulle Internet ; les entreprises américaines ne parvenant plus à assurer le paiement des retraites ; la Californie soumise à des coupures d'électricité faute de capacité suffisante...

Aujourd'hui, tout semble s'accélérer : la crise des subprimes, des banques incapables de dire à quel risque elles se sont exposées ; la crise alimentaire qui a conduit à un quasi doublement des prix en un an, avec des navires pleins de nourriture bloqués dans des ports des pays d'Afrique, devant des populations affamées ; la crise énergétique, avec un pétrole qui n'en finit plus de monter (20\$ en 2000 et 140\$ aujourd'hui) provoquant de lourdes difficultés dans les pays développés eux-mêmes.

Si nous pensons que l'accumulation de biens n'est pas une fin en soi de la société, et que la croissance doit impérativement être rendue compatible avec la protection de l'environnement, nous ne sommes pas pour autant des adeptes de la décroissance. Notre pays a besoin de croissance pour faire baisser le chômage et pour améliorer les conditions de vie des Français. Pour redistribuer des richesses, il faut d'abord les produire.

Il faut tenir un langage de vérité aux Français. Dans le nouveau contexte mondialisé, il est vain de vouloir interdire les licenciements – le remède serait pire que le mal-, mais il faut sanctionner lourdement les licenciements abusifs, décourager totalement les licenciements boursiers en faisant payer aux entreprises qui en ont les moyens le reclassement de l'ensemble des salariés et la recreation des emplois supprimés. De même, la nationalisation ou la mise sous perfusion des entreprises qui ne sont plus rentables n'est pas une solution ; en revanche, des fonds nationaux, et, plus encore, européens, gérés par les régions, pourraient être mis en place pour aider des entreprises qui rencontrent des difficultés surmontables, à rebondir.

La croissance quant à elle ne se décrète pas, mais nous sommes convaincus que l'Etat est décisif pour créer un cadre qui lui est favorable. Entre 1997 et 2002, il y a eu 1% de croissance en plus en France que chez nos partenaires européens. Nous étions devenus la locomotive économique de l'Europe. Aujourd'hui, nous sommes à la traîne avec 2,2% en 2007 contre 2,6% pour la moyenne européenne, et 1,6% prévus en 2008 par l'INSEE.

Le réalisme oui, le fatalisme, non ! Nous mettons au débat de nombreuses propositions pour agir à court, moyen et long terme. Tout d'abord en prenant à bras le corps la question du pouvoir d'achat, qui est devenu le véritable carcan de notre économie, par une action volontariste sur le SMIC, par des exonérations de charges conditionnées à la conclusion d'accords salariaux, un transfert des cotisations sur une CSG-patronale, une généralisation du chèque transport, une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, des allocations familiales au premier enfant, une allocation d'autonomie pour les étudiants... Nous prônons également de réactiver les politiques macroéconomiques et sommes favorables, au plan européen, à ce que l'euro soit mis au service de l'emploi et de la croissance par une modification des statuts de la banque centrale européenne.

Nous voulons aussi modifier le comportement des entreprises afin qu'elles favorisent à nouveau l'investissement, les embauches et valorisent le travail alors qu'aujourd'hui ce sont les objectifs financiers qui priment : modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéfices réinvestis, taxation des entreprises qui abusent des emplois précaires, suppression des stocks options pour les cadres dirigeants et limitation des parachutes dorés... La réduction de la pénibilité du travail et la prévention des maladies professionnelles sont également deux questions fondamentales sur lesquelles nous devons agir avec la plus grande détermination.

Nous pensons aussi qu'il faut agir sur les structures de l'économie par la recherche, la formation, et la stimulation des secteurs industriels et de services, porteurs des emplois de demain et d'après demain.

L'objectif européen de consacrer 3% du PIB à la recherche, loin d'être atteint, est toujours d'actualité. Il faut en outre réaffirmer certains principes : le respect de l'autonomie du champ scientifique par rapport au politique ; le rôle de la recherche fondamentale pour avancer sur les grands enjeux stratégiques et sociétaux ; le renforcement indispensable des financements de base pluriannuels alloués aux laboratoires de recherche, par rapport aux financements sur projets à court terme plus finalisés (Agence Nationale de la Recherche). Nous croyons aussi beaucoup à la fécondité des liens entre la recherche publique et l'entreprise. Un enjeu important est l'accès des PME-PMI à la recherche. En matière de recherche comme d'infrastructures, l'Europe doit prendre toute sa place.

Nous devons en premier lieu engager un effort majeur en matière de formation tout au long de la vie. Nos propositions en la matière (crédit-étude, comptes-formation...) sont essentielles. C'est aussi une des clés pour relancer les salaires par la qualification et faire reculer le chômage dans les années à venir. Il va falloir procéder aux remplacements des départs en retraite de la génération du baby-boom. Or, la plupart des emplois à pourvoir sont des emplois dont les qualifications ne correspondent pas à celles des demandeurs d'emploi.

Nous devons enfin tout particulièrement encourager au retour d'industries sur notre territoire qui, avec la hausse du pétrole ont intérêt à revenir produire en France, et favoriser les créations d'emploi liées à l'économie du bien-vivre comme nous l'avons fait avec les emplois-jeunes.

II-3 Réinventer la ville

Comment se projeter dans l'avenir quand on n'ose plus dire où l'on habite de peur de se voir refuser une embauche ? Comment se construire des racines quand on habite dans un immeuble posé sur un terrain vague ? Comment ne pas se sentir abandonné par la République quand les services publics désertent un à un votre quartier ? Comment réussir sa vie amoureuse quand on est condamné à vivre chez ses parents, dans un logement surpeuplé, jusqu'à parfois 25 – 30 ans, faute de travail et d'accès à un logement ?

Aujourd'hui, la fracture sociale se double d'une terrible fracture territoriale. Les constructions des années 50 et 60 ont apporté alors un réel progrès pour le confort et l'hygiène, mais en même temps, ont engendré une double ségrégation sociale (ghettos de riches ou de pauvres, coupures générationnelles ou communautaires) et fonctionnelle (les quartiers où l'on dort, ceux où l'on travaille, ceux où l'on se divertit...). Cette ségrégation est devenue un puissant facteur d'enracinement des inégalités : le lieu où l'on vit détermine non seulement la façon dont on vit, mais aussi la réussite scolaire, le travail, la santé et même l'espérance de vie... Les violences de 2005 sont aussi une révolte contre ce « ghetto français ».

Il nous appartient de réinventer la ville, lieu de développement de l'homme du XXI^e siècle, creuset de la citoyenneté, de la démocratie et de la culture. La politique de la ville a été utile, mais insuffisante face à la puissance des mécanismes à l'œuvre. Il est illusoire de prétendre « guérir » les quartiers qui vont mal sans repenser toute la ville, sans façonner une nouvelle « urbanité ». **Il nous faut réinventer un nouvel « art de ville » : reconstruire la ville en réunissant les différentes fonctions – logements, commerces, équipements publics, bureaux... – dans toutes les opérations d'aménagement ; faire de la qualité la marque de fabrique de nos villes (architecture, espaces publics...) ; renouer ainsi avec la mixité sociale.**

La puissance publique s'incarne dans ses services publics. Redéfinissons le champ de leurs interventions, mettons un terme aux zones sous et sur administrées, ainsi qu'une réelle péréquation des moyens attribués par l'Etat aux collectivités locales.

II-4 Moderniser l'Etat

Les Français ne veulent pas moins d'Etat – ils se battent pour défendre leur hôpital ou leur école-. Ils veulent – et ils ont raison – que l'argent de leurs impôts soit bien dépensé. Parce que la politique que nous voulons mener a besoin d'un l'Etat fort et efficace pour s'accomplir, nous devons moderniser l'Etat, clarifier ses missions, et ensuite en adapter les moyens.

Le principe du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, tout comme la révision générale des politiques publiques (RGPP) voulue par Nicolas SARKOZY visent tout simplement à replier l'Etat sur ses strictes missions régaliennes dans le mépris des fonctionnaires. Nous affirmons, au contraire, qu'il n'est pas possible de moderniser

l'Etat sans associer très étroitement les fonctionnaires qui le servent, sans leur redonner la fierté de leurs missions et une autonomie pour les remplir.

Pour nous, la question n'est pas moins d'Etat mais mieux d'Etat.

Nous voulons un Etat protecteur qui continue d'intervenir grâce aux services publics pour donner accès à tous aux droits fondamentaux, corrige les inégalités, assure une juste répartition des fruits de la croissance. Nous voulons un Etat prévoyant, attaché à préserver l'intérêt des générations futures (retraites, environnement, formation...). Nous voulons un Etat entreprenant, qui agit pour définir un environnement favorable de développement économique (infrastructures, recherche, politique industrielle...). Nous voulons un « Etat mondialisé », c'est-à-dire d'un Etat capable de sortir du cadre national non pour le délaissier mais bien au contraire pour le renforcer. Plus l'Etat est informé de ce qui se passe dans le monde, plus il est en mesure d'anticiper les choix qu'il sera amené à faire et plus il est en mesure de faire entendre sa voix dans les instances internationales. Enfin, l'Etat a aussi des domaines à investir, nouveaux pour lui, qui relèvent parfois de l'intime : les rapports homme-femme, les relations parents-enfants et le droit de la famille, la fin de vie, la génétique... Sur tous ces sujets, l'Etat doit agir différemment : croiser avec d'autres son savoir, son information, confronter son expertise avec des acteurs de la société civile et avec d'autres acteurs politiques mondiaux, organiser un débat citoyen éclairé par la parole des experts puis dans la prise de décision. Nous voulons un Etat exemplaire, capable de faire évoluer ses pratiques. L'impôt reste pour nous un outil essentiel de protection et de redistribution. Il est d'autant mieux accepté par les contribuables qu'ils ont l'assurance qu'il sert à des dépenses utiles et contrôlées.

La complexité des problèmes à traiter, l'éclatement des situations et des demandes, la nécessité de défendre l'intérêt général pour aujourd'hui et pour demain, associés à un devoir de civisme et de responsabilité pour tous appellent évidemment l'Etat à revoir ses méthodes, pour mieux répondre aux aspirations des Français et aussi pour être plus performant.

III- Un nouvel internationalisme

L'idéal socialiste est aussi internationaliste et nos valeurs sont universelles. La paix et la solidarité entre les peuples ont toujours été notre préoccupation. Il est grand temps de les remettre au cœur de nos combats, à l'heure où la sécurité internationale reste menacée et où la mondialisation avance dans le plus grand désordre économique et social.

III 1- Retrouver l'Europe

L'Europe telle qu'elle a été conçue au départ par ses pères fondateurs est non seulement en panne, mais oubliée même aujourd'hui sa mission. Et pourtant, rappelons-nous ce qu'elle a apporté : la paix ; la capacité de répondre aux défis de l'histoire : nous avons été au rendez-vous de la sortie de la dictature en Grèce, en Espagne et au Portugal ; la solidarité envers les régions moins développées et celles affrontant une crise de mutation économique, aujourd'hui remise en cause ; la défense des droits de l'homme avec la Cour Européenne

de Justice ; un rapprochement des peuples avec un million d'étudiants Erasmus.

Mais aujourd'hui, nous ne nous reconnaissons pas dans une Europe qui accompagne le libéralisme au lieu de le réguler, qui ne protège plus contre les dérives de la mondialisation et les excès du marché, qui laisse gérer l'euro sur de seuls objectifs financiers, et adopte des directives porteuses de régression plutôt que de progrès. A cela s'ajoute un déficit démocratique. Ce sont à l'évidence des leçons à tirer du non du peuple Irlandais au Traité de Lisbonne.

Notre devoir à nous socialistes européens est de reprendre le combat européen. Sans une Europe puissante et intégrée, nous perdrons la bataille économique et donc celle de l'emploi et des richesses, contre les grands pays d'Amérique du Nord ou les nouveaux émergents. Le moment est venu que se lève une nouvelle génération d'hommes et de femmes de gauche qui fassent avancer à leur tour l'idéal européen.

L'Europe sociale est notre priorité. Les socialistes doivent continuer à se battre pour que dans chaque pays européen, soit créé un salaire minimum, pour mettre en place un droit à la formation tout au long de la vie, pour réduire le travail précaire et continuer à améliorer les conditions de travail, pour renforcer les droits des comités d'entreprise, pour protéger les plus fragiles, pour défendre les services publics. L'Europe doit aussi être aussi le fer de lance du développement durable : une taxe carbone pourrait être instaurée qui pourrait permettre de financer des équipements de transports en commun ; nous lançons aussi l'idée d'une communauté Européenne de l'énergie à l'image de cette formidable innovation politique que fut la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. L'Europe doit peser dans les instances internationales, pour défendre notre volonté d'un nouveau modèle de développement. Elle doit aussi faire entendre une voix forte contre l'unilatéralisme américain et son discours du choc des civilisations, au profit d'un monde multipolaire, développer une sécurité européenne porteuse de paix dans le monde, et aussi être sur tous les terrains où les droits et libertés des hommes et des femmes sont bafoués.

Cette ambition n'est possible qu'en renforçant le budget européen, et par la poursuite de la quête d'une Europe plus démocratique dans ses institutions comme dans son fonctionnement. Et si de grands bonds ne sont pas possibles, acceptons des pas décisifs, même modestes, qui vont dans le bon sens. Sans rejeter l'élargissement, nous avons toujours prôné un approfondissement de l'Europe avec des pays qui le souhaitent. L'Europe n'a avancé que dans la différenciation, grâce à l'initiative d'un groupe de pays et parce que les autres ont admis de rester, durablement ou provisoirement, en dehors.

Rien ne serait pire que l'immobilisme total. Car quand l'Europe n'avance pas, c'est toujours le marché et la loi du plus fort qui gagnent.

III-2 Agir pour le Sud, maintenant

La faim dans le monde, scandale du 21ème siècle

Le prix des denrées alimentaires en Haïti a augmenté de 40 % en moins d'un an, et celui du riz a doublé. En Égypte, les manifestations des travailleurs contre l'augmentation de 40% en un an des prix des

produits alimentaires se sont achevées dans l'affrontement et le sang. Des manifestations de même nature ainsi que des grèves et des affrontements sont survenus en Bolivie, au Pérou, au Mexique, en Indonésie, aux Philippines, au Pakistan, en Ouzbékistan, en Thaïlande, au Yémen, en Éthiopie et à travers la majeure partie de l'Afrique subsaharienne.

C'est une honte pour notre monde du 21^{ème} siècle, et un risque considérable de déstabilisation de nombreux pays et de conflits meurtriers.

Où sont les objectifs du millénaire affichés par la Communauté internationale aux Nations Unies en septembre 2000 ? Le nombre d'affamés devait être réduit de moitié en 2008. Il s'accroît fortement. Au-delà des aléas climatiques, c'est une organisation inéquitable des échanges dans le monde, voulue et imposée par les pays riches qui est au cœur de cette crise comme dans les années 1990 les « oukases » du FMI poussant les PED à se spécialiser dans un ou deux produits d'exportation (cacao, arachide, coton...) au détriment des cultures vivrières et d'auto-alimentation, ou plus récemment l'utilisation grandissante et non maîtrisée des terres pour la production d'agrocarburants industriels.

Il y a urgence à répondre aux besoins immédiats. Mais, au-delà, c'est une véritable révolution verte qu'il faut conduire en Afrique, en donnant la priorité absolue à la culture vivrière, familiale, et de subsistance. Il faut aussi accroître la recherche pour trouver des produits adaptés à chaque terre, à chaque climat, et répondant aux modes de nutrition de la population. L'aide au développement devrait à la fois financer les agriculteurs pour qu'ils aient accès aux semences et aux engrais (qu'on aimerait écologiques), organiser des formations, et la diffusion des techniques agricoles appropriées, financer les infrastructures. Il convient aussi de travailler sur le stockage et la transformation des produits pour que la valeur ajoutée reste dans les pays en accompagnant la création d'industries agroalimentaires.

Une solidarité active avec le Sud : plus qu'une nécessité, une exigence morale

Nous vivons dans un monde où la richesse globale n'a jamais été aussi forte et où elle n'a jamais été aussi inégalement répartie. Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure à celle des 48 pays les plus pauvres ; à l'autre bout, trois milliards de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour. Au rythme actuel, l'objectif d'éducation primaire pour tous ne serait atteint qu'en 2120. Le paludisme, qui touche à 90% l'Afrique, fait quant à lui 2 millions de morts par an, un enfant toutes les 30 secondes.

Voilà les défis majeurs pour le Sud. L'heure n'est plus aux hésitations. Trop de temps a été perdu. Trop de dégâts ont été causés. Penser le développement autrement, telle doit être notre ambition. Tout d'abord, il n'y aura de victoires décisives qu'en nous appuyant sur les acteurs du développement eux-mêmes ; mais il faudra aussi des moyens supplémentaires afin d'être à la hauteur des enjeux.

Nous mettons au débat des propositions concrètes : contrats de développement négociés axés sur l'éducation et la santé, micro-crédits, mobilisation des élites qualifiées des diasporas, prise en charge de différentiels de salaires pour le retour de migrants hautement qualifiés, taxe sur la spéculation financière pour financer l'aide au développement, 0,7% du PIB consacré à l'aide au dévelop-

pement, annulation de dettes, politique volontariste de production de génériques, lutte contre le blanchiment et la fraude fiscale, aide au renforcement de la capacité étatique...

Et puis nous devons arrêter de reprendre d'une main ce que l'on donne de l'autre. Il faut rompre avec une logique qui attribue une aide de 800\$ par an à une vache européenne, cent fois supérieure à l'aide européenne à un Africain. Il faut aussi en finir avec des règles commerciales qui déstabilisent les économies du Sud : le cycle de DOHA pour le développement ouvert en 2001 doit s'achever sur un résultat positif pour les pays en développement.

Au-delà, nous devons penser nos relations avec le Sud en termes de « progrès partagé ». Cela implique le respect mutuel, la reconnaissance de l'apport de chaque civilisation, les échanges culturels aussi.

III-3 Pour une paix durable

La paix est notre bien le plus précieux. Or, comment ne pas s'inquiéter de l'évolution actuelle du cours des choses ? Quatorze conflits armés sont en cours. Les dépenses militaires ont augmenté de 45% au cours des dix dernières années. Pendant plus de 40 ans, la guerre froide a divisé une grande partie du monde en deux camps opposés. Le nouvel ordre mondial est beaucoup plus complexe et plus fragile, avec de nouvelles menaces, plus diverses et imprévisibles : une nouvelle politique de sécurité internationale doit être conçue au niveau mondial.

L'ONU, qui doit être réformée pour être plus efficace et mieux représenter les différentes régions de la planète, constitue pour nous le seul cadre possible. Le fiasco irakien montre à quel point toute action en dehors de ce cadre est dangereuse et vouée à l'échec.

Georges BUSH a profondément déstabilisé le monde en lançant sa croisade du « bien » contre le « mal ». Nous devons tout faire pour éviter le choc des civilisations auquel cette politique nous mène. Le multilatéralisme doit être notre cadre d'action et l'alliance des civilisations notre objectif.

A cet égard, nous sommes opposés à la transformation que prépare Nicolas SARKOZY de notre armée en une simple division de l'OTAN, en y réintégrant le commandement militaire. Notre diplomatie en paierait le prix notamment en nous fragilisant aux yeux des pays arabes.

Nous devons au contraire nous concentrer sur la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Aucun nouveau transfert de souveraineté n'est envisageable ni souhaitable en dehors de ce cadre.

L'Union Européenne comme la France doivent aussi être à la pointe des efforts pour empêcher une course à l'armement. Nous devons appuyer la ratification mondiale de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, contribuer au travail d'Oslo visant à interdire les bombes à fragmentation, promouvoir un traité mondial sur le contrôle du commerce des armes, œuvrer pour la non prolifération des armes nucléaires et tout faire pour que l'Iran ne se dote pas de l'arme nucléaire. Nous devons agir à cet égard dans le cadre strict des instances internationales c'est-à-dire de l'ONU.

Dans cette nouvelle alliance des civilisations que nous prônons, deux questions nous semblent très importantes. La première est celle du règlement du conflit israélo-palestinien, dramatique pour ceux qui en subissent directement les conséquences dramatiques depuis des décennies, mais aussi pour l'ensemble du monde en alimentant les ressentiments entre les peuples. Des solutions existent. L'Europe et la France doivent pleinement s'impliquer pour qu'elles se concrétisent. Le départ de l'administration Bush, et, espérons-le l'arrivée de Barak OBAMA aux responsabilités, doivent être mis à profit pour relancer et faire aboutir le processus de paix.

La question de l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne est également fondamentale. Rien ne serait pire que de revendiquer pour l'Europe de devenir un « club chrétien ». C'est la raison pour laquelle nous sommes favorables à la poursuite des négociations. Le chemin sera long et nous ne devons faire aucune concession sur nos valeurs. Il faudra nous y préparer nous-mêmes.

III-4 Pour une mondialisation des normes sociales et environnementales

Une réforme profonde des instances politiques mondiales est nécessaire. Le rôle de l'Europe est ici majeur : les européens doivent promouvoir ensemble la régulation, parler d'une même voix le plus souvent possible.

Le système économique et financier doit être encadré et rééquilibré. Aujourd'hui dominé par les normes commerciales (OMC) et financières (FMI), il doit être rééquilibré par des normes sociales et environnementales. Nous sommes favorables à la création d'un Conseil économique et social mondial, arbitrant entre les différentes organisations internationales pour faire prévaloir les droits sociaux, la santé, la culture, l'environnement sur les règles financières et commerciales. La place de l'OIT doit être renforcée, le FMI recadré. Nous soutenons également la création d'une agence mondiale de l'environnement. La notion de biens publics mondiaux, représentatifs de l'intérêt général international, doit être promue au nom du développement durable que nous voulons pour notre planète.

Enfin, nous refusons que le combat de la France pour les droits de l'homme soit remis au second plan : nous disons non à la diplomatie « du carnet de chèques » magnifiée par Nicolas SARKOZY. L'Etat doit bien sûr aider ses entreprises à conquérir des marchés et l'implication personnelle du chef de l'Etat ne nous choque pas. Mais la défense des Droits de l'Homme doit toujours primer. L'accueil en grande pompe des dirigeants, de la Libye ou de la Syrie est profondément critiquable. Ces actes, associés à des discours catastrophiques comme celui à Dakar en 2007, niant le rôle de l'Afrique dans l'Histoire et mettant en doute ses perspectives d'avenir, écornent largement l'image de la France dans des pays qui attendent beaucoup de nous.

Reprenons le flambeau d'une France porteuse des droits de l'Homme et d'un monde plus juste, d'un nouvel internationalisme en d'autres mots.

IV- Remettre la société en mouvement

On dit notre pays impossible à réformer. Nous ne le pensons pas. La réforme est possible, si elle s'inscrit dans une perspective, si on lui donne du sens : elle ne peut pas être synonyme de recul. La réforme est possible si elle est juste. S'il doit y avoir des efforts –les français y sont prêts, nous en sommes profondément convaincus-, ils doivent être partagés. La réforme enfin ne doit pas se faire contre les Français, mais avec eux.

Nous portons une profonde réforme des institutions de la Vème république, qu'on l'appelle ou non VIème République. Nous sommes profondément attachés à la démocratie sociale, que nous voulons développer sans renoncer la fixation de règles d'ordre public. Nous voulons que les citoyens soient écoutés et qu'ils puissent être associés à l'action collective.

IV-1 Des institutions adaptées aux exigences de la démocratie

Même si la question des institutions n'est pas la préoccupation essentielle des français, nous vivons dans un système dont les modes de fonctionnement sont manifestement en décalage avec les attentes de citoyens qui souhaitent un système politique plus simple, plus lisible, plus transparent et plus efficace. Pour répondre à ces exigences, notre démarche politique doit s'inscrire dans la perspective d'une transformation profonde de la Vème république, qu'on l'appelle ou non VIème République.

L'arrivée au pouvoir de Nicolas SARKOZY marque une présidentialisation excessive du régime. Nous refusons catégoriquement cette dérive. Le rééquilibrage de nos institutions reste une de nos priorités et doit aller au-delà des réformes récemment proposées par la droite au pouvoir. **Nous souhaitons : un renforcement conséquent des droits du Parlement ; l'introduction d'une part significative de proportionnelle à l'Assemblée Nationale ; une réforme du collège électoral du Sénat permettant la représentation réelle des territoires et l'alternance ; une réforme du mode de nomination des organes de régulation démocratique (CSA...) ; une réforme de la presse et des médias audiovisuels garantissant son indépendance et le pluralisme ; la prise en compte du temps de parole du Président de la République ; la limitation stricte du cumul des mandats et des fonctions.**

Nous devons aussi franchir une nouvelle étape majeure dans la décentralisation. N'oublions pas que c'est grâce à la gauche, à l'initiative de Pierre Mauroy, que nous avons réussi la révolution tranquille de la décentralisation. La nécessaire réorganisation territoriale devra faire l'objet d'un vrai débat national de refondation de la décentralisation.

Les Régions plus que jamais sont structurantes du développement des territoires. Il faut affirmer plus encore leur rôle prépondérant en matière de développement économique, de formation et de transports. Elles ont également un rôle majeur à jouer dans la réduction des inégalités en leur sein. C'est ce que font les régions socialistes, comme la Région Nord-Pas-de-Calais, qui par ailleurs investit aussi de manière extrêmement volontariste dans un plan

cancer essentiel dans une région où l'espérance de vie est la plus basse de France, dans les grands projets urbains au profit des quartiers défavorisés, ou dans des TER-GV qui réduisent considérablement les temps et les coûts de transports pour les habitants. Nos Régions doivent être dotées des moyens et compétences qui leur permettront de rivaliser et de coopérer pleinement avec les grandes régions européennes.

Le rôle des Départements devra y être évoqué aussi. Car dans un contexte de régression des droits sociaux provoquée par les décisions du gouvernement, les Départements, collectivités de proximité par excellence de par leur histoire et leurs compétences, constituent un rempart protecteur pour les plus fragiles de nos concitoyens, en assurant un service public de qualité et une solidarité entre les personnes comme entre les territoires.

Il faudra aussi accorder aux collectivités locales les moyens de leurs missions, actuelles et futures. Le transfert de compétences sans moyens correspondants auquel se livre la droite en permanence est inacceptable. Les dotations de l'Etat (DGF...) doivent compenser à l'euro/l'euro tout transfert ; elles doivent évoluer au minimum comme les prix, et au-delà bénéficier des fruits de la croissance. Elles doivent réellement faire jouer la solidarité nationale au profit des territoires les plus défavorisés. Nous défendons l'objectif que 25% de la masse de la DGF donne lieu à péréquation (contre moins de 10% aujourd'hui), ainsi qu'une répartition fondée sur des critères d'attribution sociaux.

L'autonomie et la justice fiscale doivent également être restaurées. En particulier, il est urgent de réformer la taxe professionnelle. Ressource majeure pour les intercommunalités, et importante pour les Régions et beaucoup de communes, les réformes successives ont cassé sa dynamique conduisant à une véritable asphyxie financière. Nous souhaitons aussi que la taxe d'habitation prenne en compte progressivement les revenus. **Nous devons enfin parfaire la démocratie locale en instaurant l'élection des conseils des intercommunalités au suffrage universel direct.**

IV-2 Des acteurs sociaux confortés

Le paritarisme et la négociation collective sont les deux outils majeurs des syndicats pour défendre les intérêts collectifs des salariés et pour adapter le droit à leur environnement.

Le paritarisme est aujourd'hui affaibli, à l'UNEDIC comme à la Sécurité sociale. Le gouvernement accentue cette crise par des décisions autoritaires. Nous devons agir pour que les partenaires sociaux retrouvent toute leur place, l'État demeurant le garant de l'ordre public social.

La négociation collective doit être un mode naturel de définition des conditions de travail. Elle est aujourd'hui en panne, quand le gouvernement ne la bafoue pas en remettant en cause les accords signés. La négociation doit se développer à nouveau, au niveau interprofessionnel, de branche ou d'entreprise.. Par ailleurs, l'accord majoritaire doit être exigé à chaque fois que l'on déroge au niveau supérieur, dans des domaines autorisés par la loi.

Pour ce faire, nous avons besoin de syndicats forts et représentatifs. Nous devons débattre avec eux des moyens de les renforcer :

par exemple donner à chaque salarié un chèque syndical (financé par l'entreprise et l'Etat) pour le verser au syndicat de son choix, organiser les élections professionnelles (comités d'entreprises comme délégués du personnel) tous les deux ans le même jour en France pour permettre aux syndicats d'organiser une véritable campagne nationale, mobilisant les salariés, et adaptée ainsi aux réalités de chaque entreprise.

IV-3 Des citoyens écoutés et actifs

Nous sommes attachés à la participation des citoyens autant qu'au légitime pouvoir de décision de leurs représentants élus.

Le partage des rôles est pour nous clair. Nous voulons le plus possible associer les citoyens à la préparation de la décision publique et à sa mise en œuvre. Mais après information et consultation, la décision finale doit rester du ressort des élus, garants de la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Sur les grands sujets de société, nos concitoyens ont à la fois besoin d'être informés et de s'exprimer. Des Etats Généraux sur l'école ou sur la santé doivent permettre à tous les acteurs de se rencontrer, de débattre, d'apporter des solutions. Ils constituent un élément concret de la démocratie, surtout s'ils sont précédés d'une phase d'information à laquelle sont associés des experts et des scientifiques, chargés d'apporter l'état des connaissances.

Parce que l'Etat ne peut pas toujours tout, les citoyens doivent s'impliquer personnellement pour faire évoluer le cours des choses. Sur certains thèmes, les institutions et les citoyens doivent s'associer dans des campagnes de sensibilisation et des actions communes. C'est vrai en matière de sécurité routière par exemple, mais également en matière d'environnement. Pourquoi ne pas consacrer, à l'échelle du pays, chaque année, la valorisation et la promotion d'un thème particulier comme l'alimentation ou l'eau ?

Chacun doit pouvoir s'exprimer là où il vit sur ce qui le concerne directement. Ce qui est vrai des salariés dans l'entreprise, doit le devenir de manière moins formelle et plus pertinente partout : les parents d'élèves dans les conseils de crèches ou des écoles, les locataires auprès des bailleurs, les usagers des services publics (les malades à l'hôpital, les voyageurs dans les transports, les chômeurs dans le service public de l'emploi). Beaucoup de ces représentations existent. Il faut les multiplier et les rendre effectives.

Dans la vie locale, il faut généraliser les conseils de quartiers munis de pouvoirs et de budgets propres, composés de membres représentant réellement les forces vives du quartier. Pourquoi ne pas développer partout des "forums citoyens" qui permettent à chacun de s'exprimer sur la qualité des espaces publics, des services rendus par la municipalité par exemple ? Il nous faut par ailleurs développer les ateliers urbains qui permettent aux habitants de s'exprimer très en amont sur l'aménagement d'une place, la création d'une crèche ou d'un pôle sportif.

Et dans tous les cas, il faut faire en sorte d'aider ceux qui ne s'expriment jamais (les plus exclus, les plus en difficulté...) à le faire sous des formes diverses passant souvent par des associations.

Notre ambition, à travers la démocratie participative comme à travers les autres propositions que nous formulons, est de faire de

chaque homme et chaque femme un citoyen respecté et respectueux, un citoyen responsable et solidaire.

IV-4 Un parti mobilisé pour une gauche solidaire

Nous ne parviendrons pas, comme nous le souhaitons, à incarner une perspective crédible aux yeux des Français si nous ne remettons pas notre parti en ordre de marche.

La première priorité est de retrouver l'envie d'être ensemble. Comment être crédibles aux yeux des français si nous continuons à offrir le visage de la division et des ambitions personnelles ? Retrouvons de la fraternité et de la convivialité entre nous. **Nous proposons que la majorité qui émergera du congrès de Reims soit unie par un pacte de confiance dont le seul objet sera de travailler pour préparer un projet porteur d'espérance pour les français et le rendre crédible à leurs yeux.**

Nous devons pour cela nous remettre au travail, car nous n'avons pas su actualiser nos réponses aux défis du 21^e siècle, en ouvrant nos portes et fenêtres aux forces vives de notre pays pour réanimer le débat d'idées.

Avoir de bonnes idées ne suffit pas : il faut les partager et les faire partager. Il nous faut une direction capable de prendre des positions claires et courageuses et d'organiser la parole collective. Nous proposons par exemple de renouer avec les grandes conventions nationales dont c'est la fonction, sur les questions qui préoccupent les français. La liberté de débat au sein du Parti a pour corollaire le respect des décisions lorsqu'elles sont prises. Lorsque nous avons adopté une ligne, le Parti socialiste doit parler d'une seule voix. Sans cela, il n'y a pas de Parti. Il nous faut aussi une direction capable de faire respecter les décisions de notre Parti à tous les niveaux de responsabilité.

Nous devons aussi veiller à mieux représenter la société que nous voulons transformer, en décidant d'introduire la parité, la diversité sociale et culturelle dans toutes les instances du parti, ainsi qu'en nous fixant des exigences de renouvellement, et être davantage présents dans la société qu'il s'agisse des organisations syndicales, des associations... Nous devons mieux tirer parti de nos expériences et de nos expertises locales, à travers nos élus locaux très largement appréciés par les Français. Enfin, dernière priorité, mais ô combien essentielle : nous devons prendre une dimension pleinement européenne et internationale. Les dirigeants socialistes doivent être aussi souvent à Bruxelles, à Strasbourg, à Pékin, à New-Delhi, Sao-Paulo, à Washington ou à Dakar que rue de Solferino.

Au-delà du Parti Socialiste, c'est l'ensemble de la gauche politique, sociale et citoyenne que nous souhaitons mobiliser autour de la construction d'un projet de société alternatif. C'est une gauche solidaire que nous souhaitons, solidaire bien sûr parce qu'elle a la solidarité pour trait d'union, mais aussi solidaire dans les rapports entre les différentes formations qui la constituent. « Le pluralisme serait un malheur si chacune de ses composantes n'avait pas une hospitalité pour chacune des autres » a très justement dit Massimo Cacciari, maire de Venise. Nous ne faisons pas de l'objectif du « parti unique » ou des « primaires » à gauche, une question préalable. Le préalable, c'est la recherche d'une ligne nouvelle et fédératrice des

forces de gauche et de progrès. La gauche solidaire devra ensuite de doter d'un pacte de mandature avant la prochaine élection présidentielle.

V- Conclusion

Il n'y a pas d'ordre sans justice. Il nous faut réinventer des règles qui encadrent et qui protègent car nous savons que les crises énergétiques, écologiques, sociales, alimentaires et financières ont aujourd'hui une cause en commun : l'absence de régulation.

La vraie modernité est bien là. Nicolas Sarkozy est archaïque lorsqu'il pense qu'il faut déréguler et faire reculer toujours plus l'Etat et les services publics.

Pour réussir cela, le travail est immense. Il nous faut réconcilier les aspirations individuelles et les protections collectives, réinventer les réponses d'aujourd'hui à partir de nos valeurs de toujours.

Moment essentiel dans la vie de notre Parti, notre Congrès doit être l'occasion pour nous de répondre aux attentes des Françaises et des Français et de sortir de ces querelles vaines et stériles que nos concitoyens ne supportent plus.

Nous donnons trop aujourd'hui l'image d'un Parti plus préoccupé de tout et de lui-même que de la détresse des gens. Nous devons donc recentrer nos discours et nous adresser en priorité à celles et ceux qui ont le plus à craindre de la politique du Président de la République. Chacun voit bien que les milieux populaires sont les plus exposés aux crises de la société française mais que les classes moyennes sont aujourd'hui touchées de plein fouet par les effets néfastes de la politique de la droite, sans oublier bien sûr les retraités. Nous devons être en capacité de nous adresser à toutes celles et à tous ceux qui malheureusement ne croient plus en nous.

L'heure n'est pas aujourd'hui à s'interroger sur celui ou celle qui mènera la bataille de la prochaine élection présidentielle. L'heure est venue de s'interroger sur ce que nous sommes et sur ce que nous voulons proposer aux Français.

Laissons le « je » au vestiaire et soyons prêts à rentrer sur le terrain des idées et des actions avec le « nous » !

Nous avons besoin d'un Parti Socialiste qui sorte fortifié de notre Congrès, uni dans la bataille des idées et porteur d'un projet fort.

Nous avons besoin d'un Parti Socialiste qui rassemble toutes les formidables énergies qui le composent au service d'une seule et même ambition : une société plus juste.

Nous avons besoin d'un Parti Socialiste qui retrouve l'envie du travail collectif, l'envie des idées partagées.

Nous avons besoin d'un Parti Socialiste dont le Premier Secrétaire aura pour mission d'animer un collectif rassemblé autour d'un seul et même objectif : porter nos idées de justice sociale et de progrès et proposer à nos concitoyens un projet pour l'avenir.

Nous ne voulons pas d'une fausse synthèse, ni d'un consensus mou. Nous voulons rassembler autour d'une ligne claire, celle d'un socialisme fier de ses valeurs, et rénové au diapason de ce monde qui bouge sans cesse autour de nous.

Ne soyons pas frileux sur ce que nous sommes. Soyons fiers des congés payés, de l'abolition de la peine de mort, de la parité, du PACS, des 35H, de la CMU... Soyons fiers de ce nous faisons avec succès dans nos Régions, nos Départements et nos Villes.

Mais soyons aussi enthousiastes pour inventer le projet de demain, pour retrouver les chemins d'une croissance forte et durable alors que la droite rate aujourd'hui le rendez-vous historique de la compétitivité, mais aussi pour redonner sa chance à chacun, pour construire un monde plus juste et moins dur, en France comme dans le monde grâce à une Europe forte et sociale.

Nous voulons retrouver la gauche collective, créative, solidaire et joyeuse. Retrouvons cette joie d'être de gauche, d'être à gauche.

Nos valeurs constituent la véritable identité de notre pays. La France n'a jamais été aussi forte dans son histoire et les Français jamais aussi heureux que lorsqu'ils ont été unis par la fraternité et ont porté haut les Droits de l'Homme ici et ailleurs.

Redonnons-leur cette envie. Travaillons à partir de nos contributions, échangeons, inventons. Emparons-nous du débat d'idées, laissons de côté le choc de personnalités.

Les Français nous regardent. Ils attendent de nous une autre perspective. Ils veulent que nous soyons à la hauteur. Alors, avançons ensemble !
